



INUTILE, DESTRUCTEUR & COUTEUX...

Cher(e)s Collègues,

Au début du mois de novembre, M. Jack Lang, député du Pas-de-Calais et ancien ministre de la Culture a fait paraître aux éditions de la réunion des musées nationaux un ouvrage intitulé "les batailles du Grand Louvre".

Que M. Lang évoque ses souvenirs d'ancien ministre ou fasse des propositions pour l'avenir, il est dans son rôle d'homme politique. Il peut dénigrer à souhait tout fonctionnaire ou service public, sans être tenu par un quelconque devoir de réserve.

Nous serions d'ailleurs honorés que M. Lang prenne part à un débat public sur l'avenir de la recherche et de la restauration au service du patrimoine. Débat que nous appelons de nos vœux plutôt que cette série de rapports "qui n'engagent que leurs auteurs" comme se plaît à le rappeler à tout bout de champ M. Béval.

Mais ce n'est pas le cas ici, M. Lang annonce comme acquis des faits qui pour les personnels sont de l'ordre de la rumeur : maintien d'AGLAE au Louvre, coût et calendrier de l'opération. Il cite un passage du rapport officieux de M. Pomarède. Ce dernier est présenté comme "chargé de mission sur ce futur Centre", alors qu'il n'apparaît sous cette attribution ni dans l'organigramme du musée du Louvre, ni dans celui du ministère.

Cela ne serait qu'anecdotique si ce livre n'était

publié par la RMN, opérateur public sous tutelle renforcée de la direction des Patrimoines. Il n'est d'ailleurs pas sûr que le grand public fasse un distinguo bien net entre RMN, service des musées de France ou direction générale des Patrimoines.

Soyons clairs une bonne fois pour tout, il n'y a pas de "malaise", "de sujets de questionnements et de préoccupations", mais bien une franche incompréhension vis à vis d'un projet inutile, destructeur et couteux.

Inutile car il existe un véritable "campus du patrimoine" au cœur de Paris (Musée du Louvre, d'Orsay, de l'Orangerie, INHA, école du Louvre, ENSBA, etc.).

Destructeur, car les synergies existent déjà entre conservateurs, chercheurs, restaurateurs. Les partenariats existent avec les universités et les autres laboratoires, dont le synchrotron de Saclay.

Couteux. Alors que Mme Albanel annonçait un coût de 150 millions d'euros en janvier 2008, la note de synthèse présentée pour la candidature de Cergy-Pontoise prévoyait en mai 2009 un loyer globale annuel pour l'État de 20 millions d'euros HT à 35 millions d'euros HT sur 20 ans (400 à 700 millions d'euros).

18 novembre 2010